

Vu ce 4/6/05
4

LHL

N° 51 /CA du Répertoire

N° 99-123/CA du Greffe

Arrêt du 08 juillet 2004

Affaire : VISSOH Koffi

C/

Ministère du Développement Rural

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance sans date, enregistrée au greffe de la cour le 13 octobre 1999 sous le numéro 1070/GCS, par laquelle Maître Cosme AMOUSSOU, avocat à la cour, conseil du sieur VISSOH Koffi, a saisi la cour aux fins de voir la haute juridiction condamner l'Etat béninois à payer, au requérant, la somme de 21.331.000 francs CFA toutes causes de préjudices confondus ;

Vu la lettre n°0381/GCS du 15 février 2001 par laquelle, la requête introductive d'instance, le mémoire ampliatif et les pièces y annexées ont été communiqués, pour ses observations à Monsieur le Ministre du Développement Rural ;

Vu le mémoire en défense en date du 24 mai 2001, enregistré au greffe de la cour le 25-04-2001, par lequel le Ministre du Développement Rural a fait parvenir à la cour ses observations en réplique ;

Vu la lettre n° 2363/GCS en date du 28 octobre 2002, par laquelle les observations du Ministre du Développement Rural ont été communiquées au conseil du requérant ;

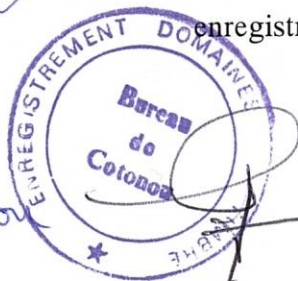
Vu le mémoire en réplique en date du 03 décembre 2002, enregistré à la cour le 06 janvier 2003 sous le n° 012/CS/CA ;

Vu l'arrêt n° 20/CA du 15-04-1999



DE = 2000 F
Enregistré à Cotonou le 04/02/05
Fo 13 Case 0475-5
Reçu Deux mille francs.
L'inspecteur de l'Enregistrement

Glandine Favour



9

Parti par L/n° 1561-1562-1563/GCS du 19/01/2006

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Président **Grégoire ALAYE** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **René Louis KEKE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par correspondance n° 24-06/04-CA de son conseil, Maître Cosme AMOUSSOU, enregistrée à la cour sous le n° 639/CS/CA, le requérant a sollicité de la cour que acte lui soit donné de son désistement d'instance ;

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : Il est donné acte au requérant de son désistement d'instance.

Article 2 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties, et au Procureur général près la Cour suprême.

Article 3 : les dépens sont mis à la charge du requérant.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

Grégoire ALAYE, président de la chambre administrative

PRESIDENT ;

Joséphine OKRY-LAWIN

ET

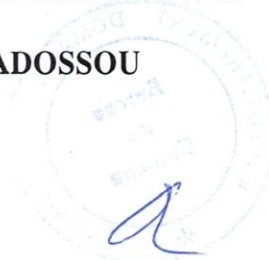
Victor ADOSSOU

}

{

}

CONSEILLERS ;



Et prononcé à l'audience publique du jeudi huit juillet deux mille quatre, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

René Louis KEKE,

MINISTERE PUBLIC ;

Et de Irène O. AÏTCHEDJI,

GREFFIER ;

Et ont signé,

Le Président- Rapporteur

Le Greffier,



G. ALAYE.-

I. O. AÏTCHEDJI.-

[Handwritten signature of G. Alaye]
[Handwritten signature of I. O. Aïtchedji]

5-10-15

